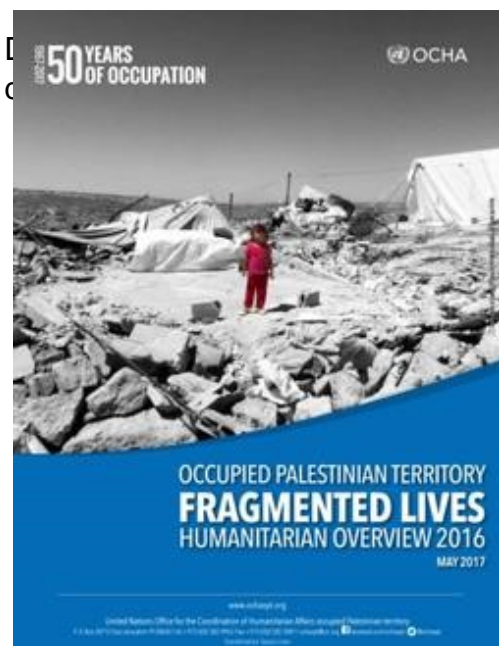


Selon un rapport de l'ONU: L'occupation est la cause principale des besoins humanitaires dans les territoires palestiniens occupés

Description

Par OCHA, le 31 mai 2017



baisse des décès dans un contexte d'augmentation des

[Click here to read the full report](#)

À l'approche du 50^e anniversaire de l'occupation israélienne, le rapport annuel de OCHA [1] pour les territoires palestiniens occupés (TPO) publié aujourd'hui, souligne que la politique et les pratiques de l'occupation restent les facteurs clés des besoins humanitaires dans les TPO. La division politique palestinienne interne joue aussi un rôle important.

Le rapport annuel de OCHA explique pourquoi il y a un programme humanitaire dans les TPO, dit David Carden, qui est la tête de OCHA dans les TPO. Au cœur de la crise des TPO se trouve un manque de protection des civils palestiniens par rapport à la violence, aux déplacements, aux restrictions de accès aux services et aux moyens de subsistance, et à d'autres violations des droits, avec un impact disproportionné sur les plus vulnérables, les enfants en particulier. Alors que les tendances varient d'une année à l'autre, le manque généralisé de protection et de responsabilité pour les violations du droit international demeure.

Le nouveau rapport observe qu'en 2016, les décès liés à la violence du conflit dans les TPO et en Israël ont baissé de 37% par rapport à 2015 (107 contre 169) ; le déclin des décès israéliens a été de 48%. Les blessures des Palestiniens (hors décès) ont baissé de 80% par rapport à 2015 (3 247 contre 15 477), une large majorité ayant eu lieu en Cisjordanie dont Jérusalem Est.

Le déplacement forcé de Palestiniens a continué lui aussi. Tandis qu'il n'y a pas eu de nouveaux déplacements dans la bande de Gaza, le cessez-le feu tant largement respecté depuis août 2014, plus de 9 000 familles (47 200 personnes) étaient encore déplacées à la fin de 2016. En Cisjordanie, les Palestiniens déplacés à cause des démolitions de leurs maisons par les autorités israéliennes, ont été plus nombreux en 2016 (1 601 dont 759 enfants) qu'au cours de l'ensemble des années depuis que OCHA a commencé à tenir le compte du phénomène en 2009. Une grande majorité des 1 094 structures affectées ont été ciblées au motif qu'elles n'avaient pas de permis de construire, permis qu'il est presque impossible d'obtenir des autorités israéliennes. Vingt-neuf structures ont été démolies ou murées en représaille, dans le cadre du ciblage des maisons familiales de ceux qui ont commis des attaques contre des Israéliens, comme moyen de dissuasion de futures attaques. Des milliers d'autres en zone C et à Jérusalem Est risquaient d'être déplacés et/ou transférés de force, dans un contexte coercitif généralisé par la politique et les pratiques israéliennes, qui exercent une pression sur les résidents pour qu'ils quittent leurs villages.

Les restrictions à la mobilité des Palestiniens, à l'accès aux services de base et à l'assistance humanitaire ont aussi continué dans tous les TPO, en dépit de l'allègement de certaines mesures. Le nombre de Palestiniens autorisés par les autorités israéliennes à quitter Gaza, suite à l'arrêt des levées après les hostilités de 2014, il a décliné dans la deuxième moitié de 2016, tandis que le volume des produits sortant de Gaza augmentait sensiblement. L'isolement de Gaza a été exacerbé par la fermeture permanente, par l'Égypte, du passage de Rafah qui n'a été ouvert que pendant 44 jours en 2016, en l'absence d'augmentation par rapport aux 32 jours de 2015. En Cisjordanie, en décembre 2016, OCHA a enregistré en tout 572 obstacles à la mobilité, plus 110 obstacles déployés dans la zone de Hébron (H2) contrôlée par Israël. L'accès des Palestiniens aux terres situées de l'autre côté de la Barrière est poursuivi via 84 portes dont 65 n'ont été ouvertes que pendant la cueillette des olives.

En 2016, des organisations humanitaires ont continué à faire face à une série d'obstacles pour pouvoir apporter de l'aide. Les restrictions israéliennes à l'entrée de personnel national des organisations d'aide vers Gaza et de sortie hors de Gaza se sont intensifiées en 2016, avec un refus de 31% des demandes de permis d'entrer ou de sortie de Gaza, en comparaison d'une moyenne de 4% de refus en 2015. Les opérations humanitaires à Gaza ont aussi été freinées par des restrictions imposées par les autorités du Hamas, ainsi que par des interdictions de contacts avec ces dernières émanant des donateurs, tout cela ajoutant à la fermeture continue du passage de Rafah vers l'Égypte et à la poursuite de la division interne palestinienne.

« Près d'une décennie de blocus, des divisions internes et un conflit actuel, combinés à un manque d'action en vue d'adopter des mesures qui répondraient des besoins chroniques, ont placé Gaza en grande vulnérabilité », a alerté Mr. Carden.

En Cisjordanie le nombre d'incidents faisant obstruction à la mobilité des employés de l'ONU et des organisations internationales est supérieur à celui de 2015 (211 contre 183), mais il reste inférieur aux données des années précédentes. En 2016 les autorités israéliennes ont aussi détruit ou se sont emparées de 300 structures fournies aux Palestiniens par des donateurs au titre de l'assistance humanitaire. Ce chiffre est presque trois fois plus élevé que celui de 2015, la valeur de l'assistance détruite ou capturée étant estimée à plus de 730 000 dollars (649 242 \$). Plus de 100 autres structures d'aide ont aussi été détruites, des arrêts de travail, des ordonnances d'éviction ou des menaces verbales les ayant mises en danger.

Traduction : SF pour l'Agence Media Palestine

Source : [OCHA](#)

[1] Bureau de l'ONU pour la Coordination des Affaires Humanitaires

date créée
2017/06/02